



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

FACE À HOLLANDE, LE PRÉSIDENT DU PATRONAT ET DES BANQUES, IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE

«*Je ne suis plus un président socialiste*» a déclaré, la semaine dernière, Hollande sur France2. Cet aveu n'a pas surpris grand monde de la part de celui qui, depuis dix mois, poursuit et aggrave la politique engagée par Sarkozy. Finis donc les faux semblants et la politique en trompe l'œil, oublié «*le véritable adversaire*», la finance, Hollande s'affiche comme l'homme du Medef.

Il continue de prétendre inverser la courbe du chômage d'ici 2014, mais ce baratin mensonger, aussi cynique que les mensonges de Cahuzac, ne sert qu'à justifier les aides versées au patronat ou la nouvelle attaque contre les droits des salariés, l'Accord national interprofessionnel (ANI), que le PS et l'UMP s'apprentent à voter, ensemble, à Assemblée nationale.

Non à la flexi-sécurité

Cet accord national, signé le 11 janvier, par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) poursuit le démantèlement du code du travail. Présenté hypocritement comme un moyen de «*sécuriser l'emploi*», il est en réalité une machine de guerre pour licencier plus vite et moins cher, pour baisser les salaires, imposer la mobilité, rallonger le temps de travail, et finalement subordonner la vie, le salaire et les conditions de travail au profit de quelques-uns.

Sortir du piège du « dialogue social »

Le gouvernement se vante du prétendu «*dialogue social*» qui aurait permis cet accord. Mais qu'y a-t-il à négocier lorsque le gouvernement annonce qu'il a choisi son camp et qu'il légifèrerait de toute façon pour mettre en œuvre le «*Pacte de compétitivité*» réclamé par les patrons... Ce dialogue vise à paralyser les organisations syndicales en les associant aux décisions du patronat et de son gouvernement.

C'est bien l'inverse que devraient faire les organisations syndicales, rassembler les forces pour faire reculer le gouvernement et le patronat et contraindre les députés à rejeter leur projet de loi. Le 5 mars était une première journée de mobilisation, une nouvelle journée aura lieu le 9 avril à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires. Nous devons y participer mais c'est bien plus qui sera nécessaire.

Il faut une autre politique

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une offensive générale du gouvernement qui ne cesse d'aggraver les politiques d'austérité. Ce sont maintenant les retraites que le gouvernement attaque. Depuis le 1^{er} avril, les retraites complémentaires sont moins revalorisées que l'inflation, ce qui pour les 11 millions de retraités concernés veut concrètement dire une perte du pouvoir d'achat et accélère ainsi leur paupérisation.

Face au gouvernement et au patronat, nous avons besoin de construire une opposition qui se batte pour mettre en œuvre une autre politique répondant aux intérêts et aux besoins du monde du travail : interdire les licenciements, répartir le travail entre toutes et tous, garantir un salaire décent, annuler la dette... En un mot, rompre avec une politique soumise aux intérêts des banques et des patrons.

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

3 avril 2013